

Les subsides

Toutefois, pour répondre à la question du député, pourquoi devrait-on priver de fonds publics rares le secteur communautaire qui s'occupe des vieillards, des enfants défavorisés, des handicapés, des arriérés et d'autres, pour les donner à ces entreprises privées qui, jusque-là, n'en ont pas eu besoin pour embaucher des étudiants? Quoi qu'il en soit, ces emplois ne préparent pas à une carrière professionnelle. Certains emplois du secteur privé, par exemple dans les domaines du génie et de la comptabilité, sont très formateurs du point de vue professionnel, mais je ne vois pas comment le fait de poser du gazon, de vendre des médicaments derrière un comptoir, ainsi de suite, peut préparer à une carrière.

Il serait au moins honnête de la part du gouvernement de dire qu'il voulait simplement créer des emplois d'été, quels qu'ils soient. Toutefois, il fait l'hypocrite en prétendant subventionner des projets qui préparent à une carrière, pour ensuite financer la création d'emplois de ce genre dans le secteur privé.

[Français]

M. Lopez: Monsieur le Président, je ne comprends pas comment le député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est (M. Allmand) dépense autant d'énergie pour critiquer. Lorsque le même député était au pouvoir, il dépensait son énergie à ne rien faire.

Tout le monde sait, à travers le Canada, que le chômage chez les jeunes a diminué depuis que le parti progressiste conservateur est au pouvoir. Et il pourrait encore diminuer davantage si nous pouvions utiliser le temps dont nous disposons à la Chambre des communes pour être plus constructifs. Le temps précieux qu'il prend pour critiquer—s'il l'avait pris pour amener des arguments valables, de nouvelles résolutions visant à créer d'autres emplois—serait bien plus constructif que de l'utiliser à critiquer pour rien.

Nous ne sommes pas satisfaits, parce qu'il y a encore du chômage chez les jeunes. Notre objectif—pour être vraiment satisfaits—c'est qu'il n'y en ait pas du tout. Mais nous sommes quand même assez réalistes pour comprendre qu'il y en a beaucoup moins qu'il y en avait dans son temps. Alors, nous sommes sans doute sur la bonne voie. Il s'agit maintenant que tout le monde soit réaliste; il s'agit de se serrer les coudes et d'avancer dans la même direction, plutôt que de faire de la critique négative. C'est tout ce qu'il faut faire. S'il n'a pas autre chose... après tant d'années d'expérience au Parlement, si c'est tout ce qu'ils ont appris, je suis vraiment déçu de sa performance. Il y a seulement un an et demi que je siège ici à la Chambre des communes, mais il me semble que mon esprit est beaucoup plus constructif que celui.

Je vous invite donc à faire de même, s'il vous plaît.

● (1620)

[Traduction]

M. Allmand: Monsieur le Président, la question du député prouve à quel point il n'est pas au courant de ce qui se passe dans notre pays. Je le défie de m'accompagner pour rencontrer les gens auxquels j'ai parlé dans diverses villes canadiennes. Ce sont eux qui se plaignent et je suis ici tout simplement pour

transmettre leurs doléances à la Chambre. L'autre jour, j'ai rencontré une coalition de groupes de Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver, représentant des centaines d'organismes touchés par les coupures. Ils se plaignent. C'est en leur nom que le député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy) et moi soumettons cette question à la Chambre.

Certains d'entre eux ont rencontré dans leur bureau, lundi matin, la ministre d'État à la Jeunesse (M^{me} Champagne) et la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald), mais ils n'ont reçu aucune réponse positive. Le député ne comprend même pas la nature du Parlement. Le rôle de l'Opposition est de critiquer les programmes quand ils sont médiocres et rétrogrades plutôt que progressistes. Le programme Défi de cette année est un recul par rapport à celui de l'an dernier. Les députés de ce côté de la Chambre continueront à formuler des critiques au nom de ces jeunes et de ces groupes de service de tout le pays qui viennent nous voir à nos bureaux et nous écrivent, parce que ce sont eux que nous représentons, et non la grande entreprise.

M. Warner: Monsieur le Président, je voudrais dire que dans le cadre du programme Défi 85, nous avons créé un nombre record d'emplois dans ma circonscription de Stormont—Dundas et tout nous porte à croire qu'il s'en créera encore davantage cette année.

Je voudrais signaler que ces emplois seront de plus en plus offerts dans le secteur en expansion de notre économie. Le parti néo-démocrate et le parti libéral comprennent certainement que la plupart des nouveaux emplois seront créés dans le secteur privé. Si nous offrons une formation orientée vers la carrière, elle sera plutôt axée sur le secteur privé que sur le secteur public.

Je dirais aussi qu'à mesure que la prospérité augmentera, le secteur bénévole se renforcera un peu et disposera de plus de ressources que par les années précédentes. Il répondra peut-être alors aux besoins auxquels, d'après le député, nous ne consacrons pas autant de fonds qu'avant.

Dans ma circonscription, un très grand nombre de demandes ont été présentées et beaucoup d'excellents projets ont été rejetés. Toutefois, je sais que cette année nous créerons un nombre sans précédent d'emplois pour les étudiants qui ne seront pas uniquement financés par le gouvernement. Le gouvernement interviendra moins et le secteur privé sera plus vigoureux.

M. Allmand: Monsieur le Président, en réponse à la question du député, bien sûr, plus d'emplois ont probablement été créés dans sa région cette année qu'auparavant. C'est chose facile quand on attribue des fonds plus importants au secteur privé où nous devons payer seulement 50 p. 100 des emplois tandis que dans le secteur du bénévolat, il fallait payer toute la note. Il ne faut pas trop d'imagination ou d'intelligence pour comprendre que si on accorde \$100 au secteur du bénévolat, on n'obtiendra que 100 emplois, mais que si on le verse au secteur des affaires, on obtiendra 200 emplois. C'est simple. C'est ce qui se fait.

Une voix: Qu'y a-t-il de mal à cela?